



Passerelle No 13: 225-231; Paris, 2015.

Dérèglements climatiques et transitions vers le *buen vivir*¹ en Amérique du Sud

GERARDO HONTY ET EDUARDO GUDYNAS

L'évidence des changements du climat au niveau global est écrasante, et la nécessité d'un changement radical des sources et des usages de l'énergie est évidente. Cette position s'oppose encore et toujours aux idées conventionnelles de développement, et avec elles aux désirs de styles de vie basés sur les modèles de technologie, de confort et de consommation des pays industrialisés. Si les mesures nécessaires pour stopper le changement climatique sont prises, une bonne part des sources d'énergies fossiles ne pourront pas être utilisées, comme le reconnaît maintenant même l'Agence Internationale de l'Énergie (IEA, 2012) et les sources d'énergies renouvelables ne sont pas suffisantes pour couvrir la demande prévue en énergie selon les estimations (Honty, 2014).

Tout cela indique qu'un changement substantiel dans la conduite de l'énergie est nécessaire, et par conséquent il l'est tout autant en ce qui concerne les idées de développement. Cela est inévitable étant donné que les usages de l'énergie et les idées conventionnelles sur le développement sont intimement liés.

Et justement les alternatives aux idées conventionnelles de développement sont sujettes de débats intenses en Amérique du sud. Dans cette perspective, les propositions présentées comme celle du *buen vivir* qui nous viennent des pays andins sont remarquables. Dans ses formulations originales, elles constituent

[1] Note du traducteur : les communautés indigènes andines manient ce concept, ancestral pour elles, du *buen vivir* ou *vida plena*, traduction des termes *Sumak Kawsay* en quechua et *Suma Kamana* en aymara, qui pourrait correspondre à « bien vivre » ou « vie pleine » en français.

un ensemble pluriel de points de vue qui d'une part formulent une critique radicale aux développements conventionnels et d'autre part s'engagent dans des alternatives qui mettent l'accent sur la qualité de vie des personnes, qui donnent un plus grand sens à l'idée de communauté, qui prennent en compte l'environnement et la protection de la nature en lui reconnaissant des droits. C'est une position qui exprime d'autres savoirs et d'autres approches dans les relations entre les hommes et leur environnement.

Cet article explore quelques unes des idées principales qui sont en discussions dans un processus de transitions énergétiques vers le *buen vivir* dans les régions andines et les zones amazoniennes qui les bordent. C'est un exercice qui converge avec diverses organisations et mouvements sociaux pour participer d'un élan vers des sociétés post-carbone et en se basant sur les sensibilités qui cherchent à se sortir du piège des développements conventionnels.

Le concept de transition

Le *buen vivir* exige la recherche d'alternatives aux idées de développement, peu importe ses variantes. C'est un engagement complexe et difficile, étant donné que le mythe du développement est profondément ancré dans les imaginaires sociaux. C'est une des raisons pour lesquelles on considère que ce changement sera lent et que par conséquent on le présente comme un ensemble de **transitions**. Ce point de vue s'explique aussi du fait les caractéristiques propres du *buen vivir*, en tant qu'alternative qui doit s'ajuster à chaque contexte social, historique et environnemental, doit être une alternative construite démocratiquement, sans impositions.

Dans ce cadre, les transitions vers les alternatives au développement sont définies comme un ensemble de politiques, de stratégies et d'actions qui abordent les impacts et les problèmes du développement conventionnel actuel, et qui ont comme objectif la recherche d'une sortie de celui-ci, en adoptant des alternatives qui vont au-delà. Ses buts peuvent se résumer dans cette maxime: zéro pauvreté et zéro extinction, sans que l'un prime sur l'autre.

Dans cet article nous présentons les transitions pour les régions andines amazoniennes de Colombie, Bolivie, de l'Équateur et du Pérou, et les zones occidentales de l'Amazonie du Brésil. On considère la problématique du changement climatique dans toutes ses composantes, depuis la dépendance aux hydrocarbures jusqu'à la déforestation, les comprenant comme faisant partie du développement conventionnel. A partir de là nous pouvons mettre en avant des alternatives qui permettent de résoudre les problèmes, de supprimer les facteurs qui les causent, et les conditions politiques et culturelles qui les rendent acceptables.

D'un côté, le but recherché est que les pays concernés réduisent ou stoppent leur participation dans les émissions globales. Cela implique de supprimer ou de réduire



drastiquement l'énorme volume d'énergies et de ressources produites dans ces pays, comme les hydrocarbures qui sont exportés vers d'autres continents pour y être utilisés ou brûlés. D'un autre côté, il faut réduire les émissions de chaque pays, en portant une attention particulière aux émissions provenant de la déforestation, de l'agriculture et autres changements dans les utilisations du sol. Il est commun que les gouvernements latino américains se focalisent sur les émissions de gaz à effet de serre qui proviennent des secteurs de l'énergie et du transport, comme c'est le cas pour les usines ou les véhicules, en

oubliant qu'une de leur principales sources d'émissions vienne des zones rurales. De ce fait, et dans l'optique d'une société post-carbone, il faut réformer en profondeur les stratégies agricoles et l'usage de la terre.

Politiques pour les transitions

Les politiques énergétiques de transitions doivent être abordés dans différents milieux et secteurs, aussi bien du côté de l'offre que de la demande. Du côté des transitions, les limites écologiques de la planète Terre sont le cadre irréductible pour le développement de la vie, de l'économie et des sociétés humaines. L'usage de l'énergie dépasse aujourd'hui ces limites, donc les objectifs principaux des politiques énergétiques de transitions cherchent à réduire la consommation énergétique de la demande et reconvertir en renouvelables et durables les énergies de l'offre. Pour cela il faut prendre une série de décisions politiques, appliquer quelques nouvelles mesures et en approfondir d'autres qui sont déjà entrées en application. Donnons en exemple quelques mesures dans le secteur de l'énergie et des usages des sols, et les nécessaires changements qui devraient se faire au niveau continental. Ces mesures seront énoncés par la suite de manière séparées, bien qu'il faille se rappeler qu'elles font parties d'un ensemble organique et indépendant qui inclus d'autres composantes qui vont au delà du propos de cet article (Gudynas, 2011).

1) Politiques sur l'offre de l'énergie.

Les transitions focalisées sur l'offre d'énergie primaire ont comme objectif de réduire la consommation et d'articuler le passage d'énergies non renouvelables aux énergies renouvelables.

Moratoire sur de nouveaux gisements d'hydrocarbures. Suspension de nouvelles prospections et exploitations de gisements d'hydrocarbures, confirmés ou probables, dans les régions andines amazoniennes, et sur la côte de l'Océan Pacifique. Les réserves connues de ces ressources fossiles contiennent plus de carbone que ce qu'il nous est permis de rejeter pour éviter un changement

climatique dangereux. De ce fait ce serait un non sens que d'augmenter la quantité des réserves puisque selon L'Agence Internationale de l'Énergie nous pouvons seulement consommer un tiers de ces réserves pour contenir l'augmentation de température en deçà des deux degré Celsius (IEA, 2012).

Cadre de régulation social et environnemental. Les mesures décrites plus haut rentrent dans le cadre d'une régulation aussi bien sociale qu'environnementale, qui doit s'appliquer avec efficacité et avec rigueur sur les activités énergétiques ou qui affectent les usages des sols. On reconnaît trois situations possibles: les activités qui seront interdites à cause de leur fort impact social et environnemental; les activités qui pourront être réformés pour réduire leur impact à un niveau acceptable, et celles qui se feront dans le cadre des capacités d'amortissement et de récupération de l'environnement. Par exemple, les champs pétroliers devront être évalués, il faudra certainement en fermer quelques uns à cause de leur très grave impact, et peut être que d'autres pourront être réformer sous certaines conditions écologiques et continuer à fonctionner. De la même manière, les décisions politiques qui permettent l'exploration pétrolière dans des zones protégées comme vient de le faire le gouvernement d'Evo Morales (Bolivie) sont inacceptables du point de vue des transitions.

Changement de cap dans l'usage et le commerce en hydrocarbures. Comme conséquences des mesures indiquées auparavant, la disponibilité en hydrocarbures se réduira aux sites encore opératoires. La destination de ces hydrocarbures devra être bien différente à celle d'aujourd'hui, basée sur leur exportation massive vers les marchés globaux. Dans les transitions la priorité sera de garantir en priorité les nécessités nationales et ensuite de garantir les nécessités régionales d'Amérique du Sud.

Correction des prix et révisions des subventions perverses. Le prix du brut ou du gaz naturel devra être nécessairement revue, étant donné qu'il est soumis à d'énormes distorsions. Une correction est du domaine de l'urgence au travers d'une prise en compte des coût environnementaux et sociaux de leur exploitation et de leur transport. Il faudra aussi désactiver les différentes subventions perverses à l'exploitation et à la consommation en hydrocarbures qui se chiffrent à plus de 500 milliards de dollars chaque année (IEA, 2013). Des mesures comme les exonérations tributaires qu'offre le gouvernement d'Evo Morales (Bolivie) aux entreprises pétrolières ne seront plus possibles pendant les transitions. Cette correction des prix des hydrocarbures conduira à une réorientation des investissements du côté de l'offre énergétique vers les sources renouvelables.

Réforme tribulaire et dépense publique. Des changements importants sont nécessaires au niveau de l'impôt, des primes et autres contributions qui s'appliquent aux activités extractives. Pour donner un exemple en relation avec le changement climatique et l'énergie nous soulignons la nécessité de revoir les contributions du secteur de l'énergie, d'augmenter les impôts des consommations somptuaires d'énergie et les impôts sur les bénéfices là où cela est nécessaire, etc.



Contrôle et gestion environnementale et territoriale. Les mesures de transitions s'articulent avec d'autres qui cherchent à garantir que l'appropriation des ressources naturelles se trouve dans capacités environnementales de chaque pays et région. Entre les outils les plus communs on retrouve les exigences en matière de qualité de l'environnement, les évaluations d'impact environnemental ou les décrets territoriaux.

2) Politiques sur la demande énergétique

Les mesures transnationales mènent simultanément à des changements substantiels sur la demande en hydrocarbures. Cela est indispensable pour réduire nos émissions de gaz à effet de serre, mais aussi pour faire face aux disponibilités réduites de ces ressources énergétiques et aux objectifs de la « dé pétrolisation ». Les mesures que nous proposons se focalisent principalement sur le transport et sur l'industrie, les plus grands demandeurs d'énergie de la région.

Changement dans les transports. Investir dans des politiques et des systèmes de transport publics plus efficaces, donne comme résultat des économies en devises (dans le cas des pays importateurs de pétrole ou de ses dérivés) et en infrastructures, une réduction de la pollution locale, un désengorgement du trafic et surtout une meilleure mobilité pour les secteurs qui ont le moins de ressources. Des actions sur les décrets territoriaux permettraient de réduire le fret routier et d'inciter le transport ferroviaire ou fluvial. En plus de cela, dans les grandes villes, nous proposons un moratoire sur l'utilisation des automobiles privées, en gardant l'usage des taxis, des voitures de location et autres services (comme les ambulances ou les patrouilles policières).

Changement dans l'industrie. Il est indispensable de mettre en place des standards d'obsolescence pour les différents biens produits, ou empêcher l'obsolescence programmée. En effet, une vie utile courte des produits industriels est un rouage essentiel de la demande en énergie et en matériaux d'une société. S'il est vrai qu'il existe différents types d'« étiquetage » des produits en fonction de leur efficacité énergétique, par exemple c'est le cas des ampoules, des électro-domestiques, etc., ils n'en restent pas moins seulement indicatifs et non pas restrictifs. C'est à dire qu'ils donnent des indications au consommateur mais ne limitent, ni n'empêchent ni ne « punissent » la production et la consommation de biens inefficaces. De ce fait, dans les transitions des *normes d'efficacité* sont imposées, et cela inclus des mécanismes de promotion et de pénalités et même des standards minimaux d'efficacité énergétique pour la production et la commercialisation de certains biens.

Les transitions se basent sur l'utilisation de *matières recyclables et renouvelables*. Ces mesures permettent actuellement d'économiser près de 10,7 millions de barils de pétrole chaque année. Pour recycler des matières comme par exemple l'aluminium, il faut seulement 5% de l'énergie consommée pour sa fabrication première (UNEP, 2011). Dans ce cas on applique des mesures de promotion, de pénalité ou de limitation d'un produit en fonction de l'utilisation de biens de production renouvelables ou non entrant dans sa fabrication.

On privilégiera et on promotionnera le *recyclage des déchets et les systèmes fermés*, comme manière de réduire la demande en matières premières et en énergie dans la production.

Dans ce cas il est aussi nécessaire *d'internaliser les externalités* dans les prix des produits manufacturés. Rappelons-nous que le secteur industriel est responsable de 17% des dommages sur la santé en relation avec la pollution de l'air, avec un coût associé aux dommages causés par la pollution équivalent à entre 1 et 5% du PIB mondial (UNEP, 2011). Seule l'internalisation de ces coûts rendrait économiquement possible la mise en place de quelques-unes des mesures citées antérieurement.

Changement au niveau du logement. La conception architectonique d'un édifice détermine sa dépense en énergie tout au long de sa vie utile. L'efficacité thermique, l'illumination, les systèmes sanitaires, la hauteur, l'ensoleillement, etc. auront une incidence sur la facture énergétique des usagers au quotidien. Pour cela, les transitions se basent sur la régulation de *la construction, des structures et de la fonction des bâtiments* pour garantir le meilleur potentiel d'économie d'énergie. De plus ce secteur est le plus grand demandeur de matériaux au niveau global, donc sa régulation pourrait avoir un impact positif pour la réduction de l'extraction des ressources naturelles. Dans le secteur résidentiel aussi on met en place des *outils de régulation et de financement*, quelques-uns déjà mentionnés plus haut et d'autres par exemple, qui favoriseraient le crédit pour des logements efficaces énergétiquement.

3) Politiques du secteur agricole et d'élevage

Un des apports conséquents aux gaz à effet de serre émis depuis les régions andines amazoniennes provient des changements dans l'usage des sols. De ce fait, les transitions doivent s'attaquer avec décisions à cette problématique.

Stopper la déforestation. Il faut maintenir la superficie de forêts naturelles dans toute la région, aussi bien celles d'Amazonie que celles présentes dans les zones andines. On peut y arriver en combinant des contrôles et un suivi adéquats, des décrets territoriaux, des normes dans les circuits d'échanges commerciaux et les circuits de production directement en rapport (spécialement les circuits du bois et de l'élevage), et là où cela est possible mettre en place des pratiques de sylvopastoralisme.

Reconversion de l'élevage. L'élevage est devenu de plus en plus dépendant des produits qui utilisent du pétrole et du gaz pour leur fabrication, comme c'est le cas pour les engrais et les pesticides, mais aussi pour l'arrosage et les machines. Cela impose une reconversion qui réduise la dépendance aux combustibles fossiles, comme l'agriculture écologique ou biologique, et d'affaiblir le cercle vicieux qui promeut l'installation de nouveaux éleveurs dans des zones de forêt, et réorienter la production et la consommation vers la demande locale, de manière à réduire les besoins en transport.



4) Politiques internationales

L'autonomie face à la globalisation. De nombreuses mesures de transition impliquent de récupérer de l'autonomie face aux marchés internationaux. Parmi elles on trouve la réorientation des hydrocarbures vers la production vivrière pour garantir les besoins nationaux et régionaux. De cette manière, les transitions proposent un retrait sélectif des processus globaux, en se focalisant surtout sur le commerce entre pays voisins. Cela constitue un changement radical face à l'intégration actuelle qui est dans les faits un outil de promotion des exportations en matières premières vers les marchés globaux.

Régionalisme autonome. En parlant de ces mesures de transition il apparaît évident qu'il existerait une intégration plus profonde et authentique entre les pays andins amazoniens. Ils devront, par exemple, coordonner l'internalisation des coûts sociaux et environnementaux de leurs matières premières pour éviter la concurrence déloyale entre eux, compléter leurs productions d'aliments et partager leurs ressources énergétiques. Cela implique des politiques communes entre pays dans les secteurs de l'énergie, de l'agriculture d'élevage, et une nouvelle conception des articulations en infrastructures. Ce qui constitue un changement radical par rapport à l'intégration actuelle qui se focalise sur les exportations de matières premières vers les marchés internationaux. Les transitions, par contre, misent sur un lien autonome à ces impositions globales.

Alternatives ouvertes

Comme réflexion finale il est opportun d'insister sur le fait que nous disposons d'un nombre croissant d'alternatives qui allient aussi bien décarbonisation, meilleure protection de la biodiversité et bonne qualité de vie. Les plus prometteuses nécessitent la mise en place de décrets politiques et économiques plutôt que n'importe quelle variante de développement contemporain. Face à ces options, au lieu de les minimiser ou de les cacher, il faut les reprendre, les appliquer et les rendre plus fortes pour pouvoir faire face efficacement à la crise écologique planétaire qui nous menace.

RÉFÉRENCES

- GUDYNAS E, « Caminos para las transiciones post-extractivistas », *Transiciones, post-extractivismos y alternativas al extractivismo en Perú*, RedGE et CLAES, Lima, 2011.
- HONTY G, « Limites de las energías renovables », *Ecuador Debate*, N° 92, Quito, août 2014.
- International Energy Agency (IEA). *World Energy Outlook 2012*. OCDE/IEA, Paris.
- International Energy Agency (IEA). *World Energy Outlook 2013*. OCDE/IEA, Paris.
- United Nations Environment Programme (UNEP). *Towards a Green Economy: Pathways to Sustainable Development and Poverty Eradication*. UNEP, Nairobi, 2011.
- européenne de radiodiffusion, n°118, novembre 1969, pp.14 ss.)